

## Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour octobre 2003

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence  
de la vie des entreprises de la capitale

### LA TENDANCE D'OCTOBRE 2003

**Un bilan favorable pour l'économie parisienne :  
La création d'entreprise reste dynamique**

### LES INDICATEURS CLES DE L'ECONOMIE PARISIENNE EN OCTOBRE 2003

#### EVOLUTION SUR LES DIX PREMIERS MOIS DE L'ANNEE 2003 PAR RAPPORT A LA MEME PERIODE EN 2002 :

	<i>Comparaison d'octobre 2003 par rapport à octobre 2002</i>	<i>Evolution sur les dix premiers mois de 2003 par rapport aux dix premiers mois de 2002</i>
La création d'entreprises	+ 7,39%	+ 4,50%
Les investissements des entreprises	- 1,32%	- 10,86%
L'endettement fiscal des entreprises	- 2,90%	+ 3,98%
L'endettement social des entreprises	+2,21%	- 5,14%
Les ouvertures de procédures collectives	+ 2,25%	+ 0,41%
Les liquidations judiciaires	+3,78%	+ 0,9%

**Délai d'immatriculation des entreprises au Registre du commerce de Paris en octobre 2003 :  
0,9 jours**

➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

« **Un bilan plutôt positif pour l'économie parisienne en octobre.** Le dynamisme des créateurs n'a pas faibli en octobre, ainsi qu'en témoignent les 2 908 immatriculations d'entreprises au Registre du commerce et des sociétés. Les premières dispositions applicables de la Loi sur l'Initiative économique du 1<sup>er</sup> août 2003 qui sont le libre choix du montant du capital social pour les SARL et la faculté de domiciliation des entreprises au domicile de leur représentant légal soutiennent la création d'entreprises. Depuis août 2003, 270 SARL se sont constituées avec un capital social inférieur à 7 500 euros, soit environ 9% du total des immatriculations de SARL sur les trois derniers mois. 45% de leurs dirigeants exercent leur activité à domicile. La bonne tenue de la création d'entreprises s'accompagne d'une relative stabilité des jugements d'ouverture de procédures collectives, qui subissent une légère augmentation de 0,41% en 2003, en comparaison avec la même période en 2002. Les investissements des entreprises, en revanche, accusent une diminution de 10,8% au titre des 10 premiers mois de l'année 2003.

**Le greffe au service des entreprises.** Le greffe du Tribunal de commerce s'est investi dans une démarche qualité et s'engage à satisfaire les besoins de ses clients tant en terme d'accueil que de délais. En octobre 2003, les entreprises en création ont été immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 0,9 jour franc ouvrable.»

NB : La loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable à compter de la réception de ceux-ci.

❖ **Immatriculations d'entreprises :**

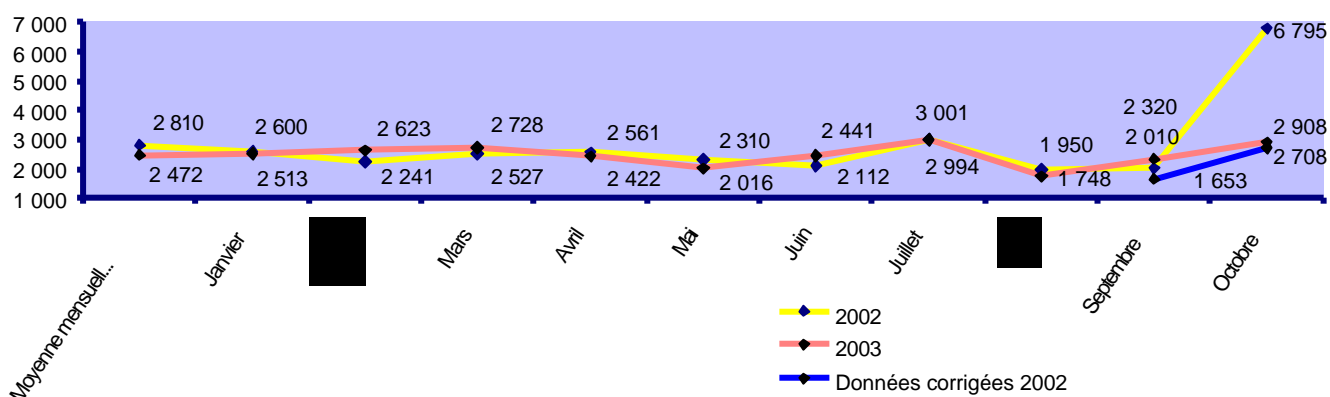
**Création d'entreprises toujours en hausse : + 7,39% par rapport à octobre 2002 et + 4,50% au titre des dix premiers mois de 2003**

Immatriculations au Registre du commerce	Janvier à octobre	Octobre
<b>2002</b>	28 100	6 795
<b>2002 données corrigées</b>	23 656	2 708
<b>2003</b>	24 720	2 908
<b>Evolution en %</b>	<b>-12,03%</b>	<b>-57,20%</b>
<b>Evolution en % (données corrigées – exclusion des sociétés civiles constituées avant 1978)</b>	<b>4,50%</b>	<b>7,39%</b>

La Loi sur l'Initiative économique du 1<sup>er</sup> août 2003 continue à favoriser la création d'entreprises. En octobre 2003, 2 908 entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce et des sociétés, dont 175 nouvelles SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €, ce qui représente 6% du total des immatriculation du mois.

En raison de l'immatriculation de 4 000 sociétés civiles constituées avant 1978 en octobre 2002 et astreintes à une immatriculation avant le 1<sup>er</sup> novembre 2002, la création d'entreprises subit une baisse de 57,2% en octobre 2003. En données corrigées, c'est à dire en excluant ces sociétés civiles, les immatriculations affichent une hausse de 7,39% par rapport à octobre 2002.

Au titre des 10 premiers mois de l'année 2003, 24 720 entreprises ont été immatriculées au Registre du commerce, soit +4,50% par rapport à la même période en 2002, en données corrigées.



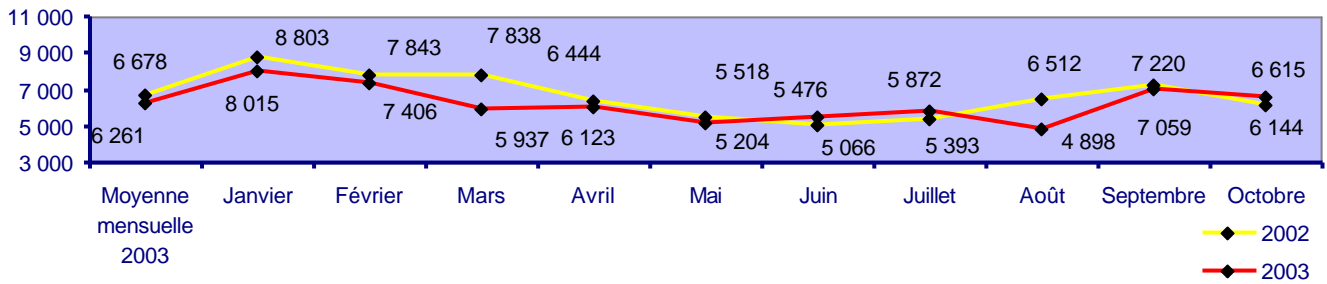
❖ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce :**

**Baisse de 6,25% sur les dix premiers mois de 2003, mais progression de 7,67% en octobre**

Modifications au Registre du commerce	Janvier à octobre	Octobre
<b>2002</b>	66 781	6 144
<b>2003</b>	62 605	6 615
<b>Evolution en %</b>	<b>-6,25%</b>	<b>7,67%</b>

En octobre 2003, les inscriptions modificatives progressent de 7,67%.

Au titre des 10 premiers mois de l'année 2003, ce poste présente une diminution de 6,25% par rapport à la même période en 2002. L'an passé, le Registre du commerce avait enregistré un afflux d'inscriptions modificatives déposées par les entreprises pour se mettre en conformité avec la Loi sur les Nouvelles Régulations Economiques, ce qui explique le différentiel constaté par rapport à 2003.



NB : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

### ❖ Radiations d'entreprises du Registre du commerce

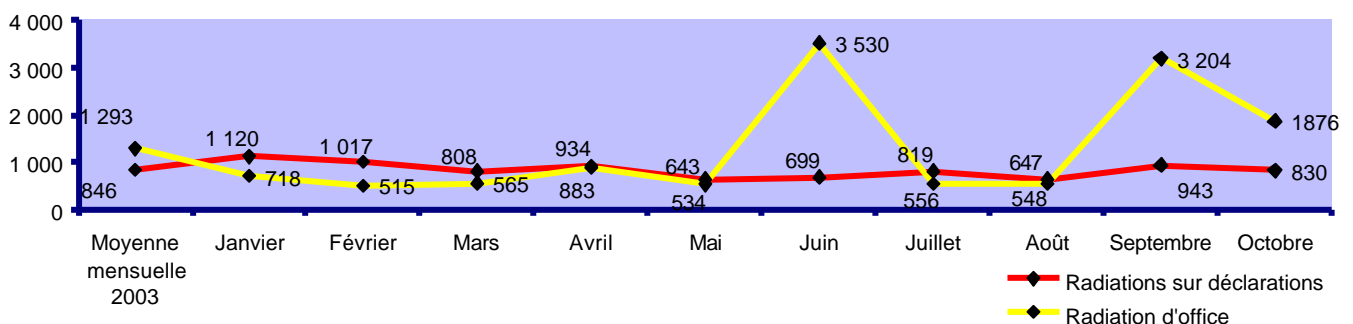
**Augmentation des radiations pour les dix premiers mois de 2003 (par rapport à la même période en 2002) : +4,11% pour les radiations sur déclaration et +52,41% pour les radiations d'office.**

Radiations sur déclaration du Registre du commerce	Janvier à octobre	Octobre
2002	8 126	687
2003	8 460	830
Evolution en %	4,11%	20,82%

Radiations d'office du Registre du commerce	Janvier à octobre	Octobre
2002	8 483	769
2003	12 929	1 876
Evolution en %	52,41%	143,95%

En comparaison avec les dix premiers mois de 2002, le nombre de radiations totales a augmenté de 29,10% en 2003, principalement en raison de l'accroissement des radiations d'office opérées par le greffe, qui s'élèvent à 12 929 en octobre 2003, contre 8 483 en octobre 2002.

Les radiations sur déclaration du dirigeant d'entreprise auprès du greffe sont plus stables, mais progressent néanmoins de 4,11% pour l'année courante par rapport à la même période en 2002.



NB : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commis à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...

❖ Investissements des entreprises ou crédits bancaires :

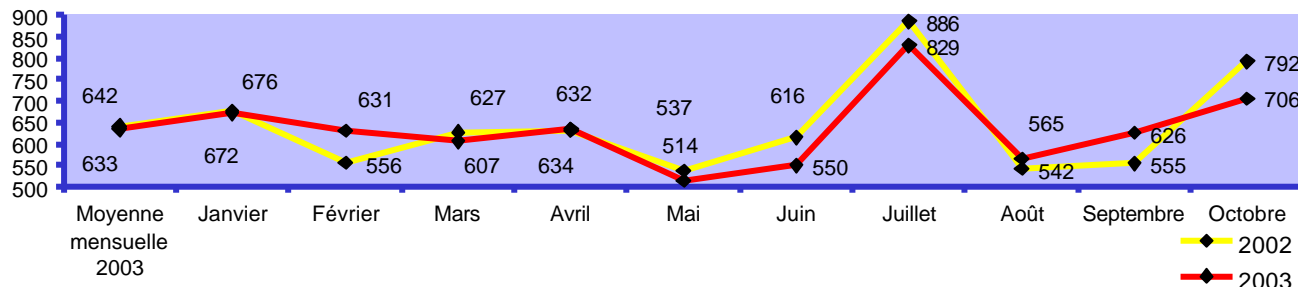
Baisse des investissements des entreprises, soit -1,32%, mais stabilité des prêts bancaires accordés aux entrepreneurs, soit +0,06% au titre de l'année courante (par rapport à la même période en 2002)

Inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage	Janvier à octobre	Octobre
2002	6 419	792
2003	6 334	706
Evolution en %	-1,32%	-10,86%

Inscriptions de nantissements correspondant à l'octroi de prêts bancaires	Janvier à octobre	Octobre
2002	4 748	594
2003	4 751	536
Evolution en %	0,06%	-9,76%

En octobre 2003, les inscriptions de nantissement de fonds de commerce et outillage affichent une baisse de 10,86%. Au titre des 10 premiers mois de 2003, 6 334 inscriptions ont été enregistrées auprès du greffe, soit -1,32% par rapport à la même période en 2002.

Cette baisse s'observe également pour les prêts bancaires accordés aux entrepreneurs par les banques et organismes de crédit pour leur permettre de financer l'achat d'un fonds de commerce, d'effectuer des travaux d'agrandissement ou de rénovation : -9,76% en octobre 2003. Au titre des 10 premiers mois de l'année 2003, ce poste est stable en comparaison avec la même période en 2002 (+0,06%).



NB : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

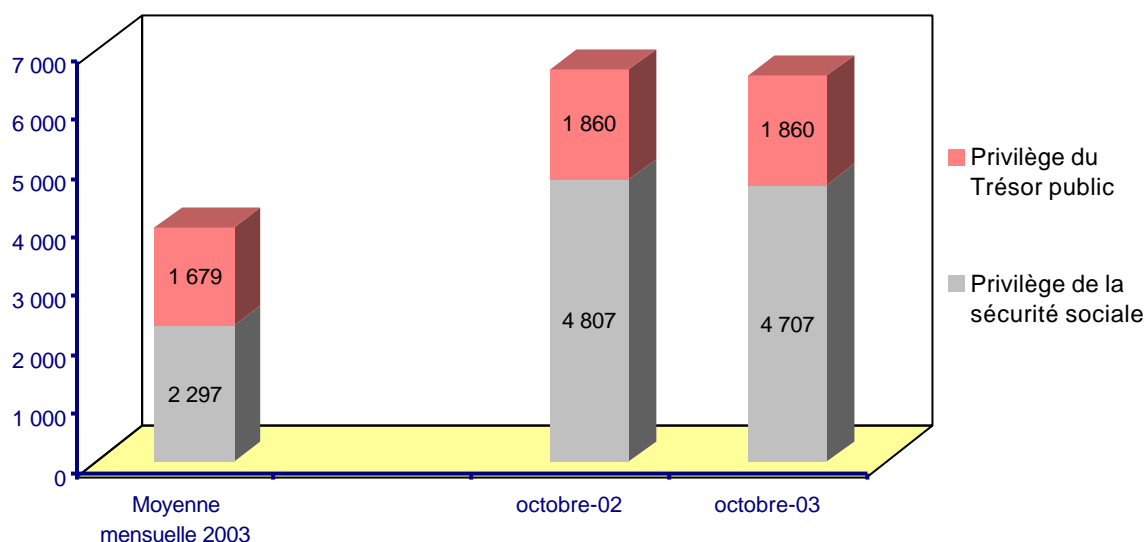
❖ Endettement fiscal et social :

Augmentation de l'endettement fiscal de 3,98% et baisse de l'endettement social de 5,14% au titre des dix premiers mois de 2003. (en comparaison avec la même période en 2002)

Inscriptions de privilèges du Trésor public	Janvier à octobre	Octobre
2002	16 149	1 860
2003	16 792	1 806
Evolution en %	3,98%	-2,90%

Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale	Janvier à octobre	Octobre
2002	24 212	4 807
2003	22 968	4 701
Evolution en %	-5,14%	-2,21%

- Depuis janvier 2003, 16 792 inscriptions de **privilèges du Trésor public** ont été inscrites auprès du greffe, soit 3,98% de plus que pour les dix premiers mois de 2002. En revanche, en octobre, une baisse de 2,90% des inscriptions est constatée par rapport à octobre 2003.
- Le nombre d'**inscriptions de privilèges de la sécurité sociale** affichent une diminution de 5,14% en comparaison avec la même période en 2002. Par rapport à octobre 2002, elles affichent une baisse de 2,21%.



NB : Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement.

#### ❖ Jugements d'ouverture de procédures collectives (redressements et liquidations judiciaires) :

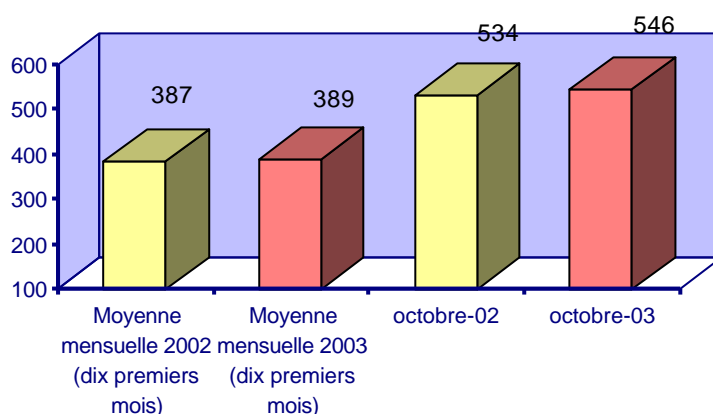
**Décisions d'ouverture rendues par le Tribunal : +0,41% au titre des dix premiers mois de 2003 (en comparaison avec la même période en 2002)**

Jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire	Janvier à octobre	Octobre
<b>2002</b>	3 871	534
<b>2003</b>	3 887	546
<b>Evolution en %</b>	<b>0,41%</b>	<b>2,25%</b>

Depuis janvier 2003, le nombre de jugements d'ouverture prononcés par le Tribunal est stable : +0,41% en comparaison avec la même période de 2002. Le mois d'octobre enregistre néanmoins une légère remontée, soit +2,25% par rapport à octobre 2002.

Les effectifs salariés directement touchés par les jugements d'ouverture affichent une augmentation de 5,21% sur les 10 premiers mois de 2003 (en comparaison avec la même période en 2002), en raison de la taille des entreprises concernées, plus importante ces derniers mois.

Le montant du passif cumulé déclaré au greffe par l'ensemble des entreprises défailtantes subit, en revanche, une baisse de 17,13% en 2003 (pour les 10 premiers mois). Il s'élève à 1 020 000 000 € au titre des 10 premiers mois de 2003, contre 1 230 000 000 € pour la même période en 2002.



#### ❖ La Prévention des difficultés des entreprises

**Hausse des détections des entreprises potentiellement en difficulté (+43,46%) et hausse des entretiens accordés par les juges aux dirigeants d'entreprises (+67,40%) au titre des dix premiers mois de 2003.**

Dossiers ouverts dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à octobre	Octobre
<b>2002</b>	1 155	212
<b>2003</b>	1 657	168
<b>Evolution en %</b>	<b>43,46%</b>	<b>-20,75%</b>

1 657 entreprises potentiellement en difficulté ont été détectées par le service Prévention du greffe depuis janvier 2003, soit +43,46% par rapport à la même période en 2002. En revanche, 168 dossiers ont été ouverts en octobre 2003, contre 212 en octobre 2002, soit -20,75%. Les dirigeants d'entreprises concernés seront prochainement entendus par les juges de la Prévention.

Entretiens accordés aux dirigeants d'entreprises dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à octobre	Octobre
<b>2002</b>	1 089	232
<b>2003</b>	1 823	256
<b>Evolution en %</b>	<b>67,40%</b>	<b>10,34%</b>

En 2003, le nombre d'entretiens accordés par les juges de la Prévention connaît une forte augmentation : +67,40% sur les dix premiers mois de l'année, en comparaison avec la même période de 2002. En octobre 2003, cette hausse s'élève à +10,34% par rapport à octobre 2002.

Depuis le début de l'année 2003, les juges du Tribunal de commerce de Paris intensifient leurs actions de sauvetage en direction des entreprises potentiellement en difficulté.

*NB : Lors de ces entretiens, les juges font le point avec les dirigeants sur la situation de leur entreprise et les informent sur leurs devoirs et responsabilités. Un débat peut s'engager sur les mesures de redressement à envisager.*

# Gros plan sur les entreprises parisiennes immatriculées en octobre 2003

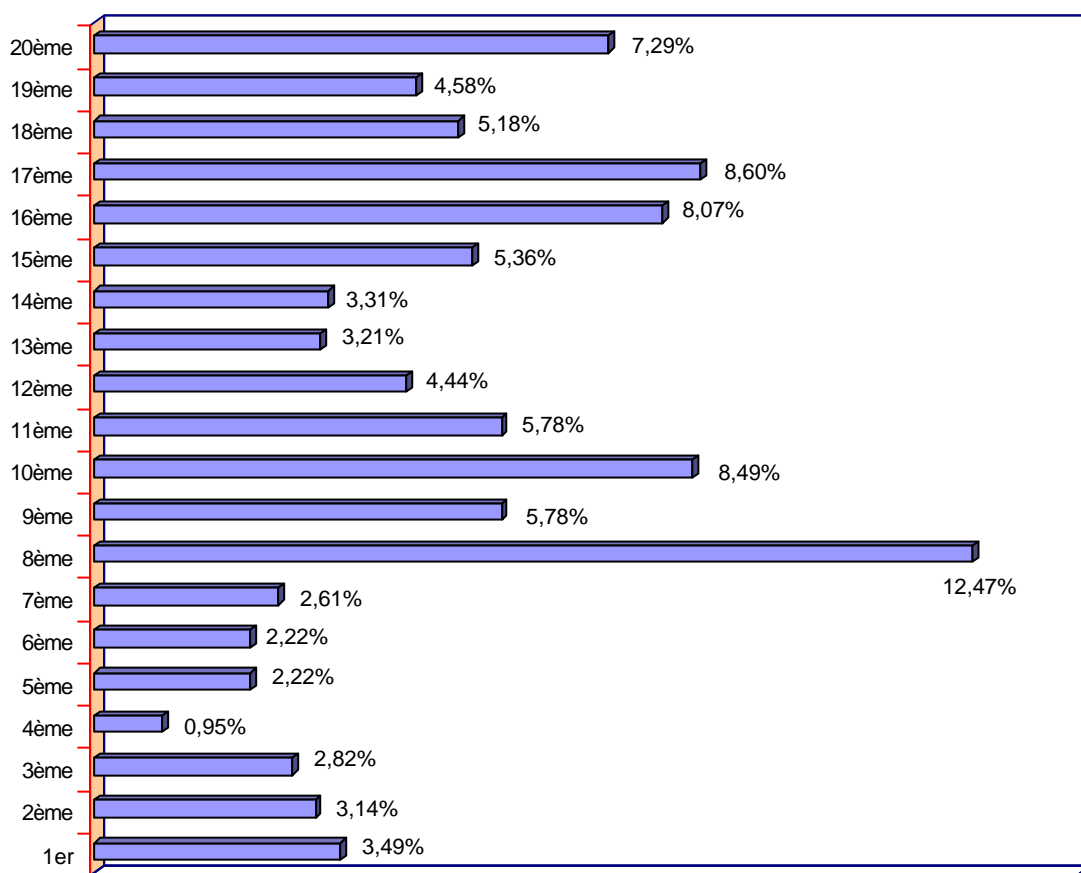
## Répartition par arrondissements et par secteurs d'activité

En **octobre 2003**, 2 908 nouvelles entreprises ont été immatriculées au registre du commerce de Paris, soit -54,98% par rapport à **octobre 2002**, en raison de l'immatriculation de nombreuses sociétés civiles constituées avant 1978, mais +4,5% en données corrigées.

### ❖ LES TENDANCES :

- En octobre 2003, les arrondissements de Paris les plus dynamiques en terme d'immatriculations sont les 8<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> arrondissements qui englobent respectivement, 12,47%, 8,60%, 8,49% et 8,07% des créations.
- En comparaison avec octobre 2002, les immatriculations progressent principalement dans les secteurs d'activité suivants :
  - services collectifs, sociaux et personnels : +29,13%
  - Commerce et réparations : +5,13%
- Toujours en octobre 2003, Les immatriculations baissent dans les secteurs suivant
  - l'hôtellerie et la restauration : -16,18%
  - Le secteur de l'immobilier : -74,22%, en raison du nombre important d'immatriculations de sociétés civiles immobilières constituées avant 1978 en octobre 2002. Ce secteur reste néanmoins très dynamique avec 1 238 immatriculations en octobre 2003.

## ❖ REPARTITION DES IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES PAR ARRONDISSEMENTS





## ❖ REPARTITION DES IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES PAR SECTEURS D'ACTIVITE

A	<i>Agriculture, chasse, sylviculture</i>	5
B	<i>Pêche, aquaculture, services annexes</i>	0
C	<i>Industries extractives</i>	0
D	<i>Industrie manufacturière</i>	131
E	<i>Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</i>	21
F	<i>Construction</i>	249
G	<i>Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques</i>	522
H	<i>Hôtels et restaurants</i>	145
I	<i>Transports et communications</i>	61
J	<i>Activités financières</i>	80
K	<i>Immobilier, location et services aux entreprises</i>	1 238
L	<i>Administration publique</i>	0
M	<i>Education</i>	17
N	<i>Santé et action sociale</i>	6
O	<i>Services collectifs, sociaux et personnels</i>	130
P	<i>Activités des ménages</i>	0
Q	<i>Activités extra-territoriales</i>	0
	<i>Sans activité déclarée</i>	303
<b>Total</b>		<b>2 908</b>

- (1) Ce secteur englobe des activités diverses telles que la promotion immobilière, la location de véhicules automobiles, la location de biens personnels et domestiques, les services rendus aux entreprises (sociétés de conseil, activité liées à l'informatique, publicité, etc.).
- (2) Activité non déclarée ou en attente d'attribution.